

PAR MOHAMED BOUHAMIDI  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Oui, je sais ! Mais laissons passer ces moments qui nous laissent l'impression de retourner aux sources des années 1990 et de tous ces malheurs qui ont frappé notre pays. Je ne vous demande même pas de faire le bilan, il est trop lourd. Et le regarder de près il est injuste, profondément injuste et tellement logique avec le déroulement ordinaire de l'histoire humaine. Les plus pauvres, les plus démunis, les plus faibles ont payé le plus lourd tribut à cette guerre menée contre notre société et notre peuple. Bien sûr la mort des journalistes, des écrivains, des intellectuels pèse d'un poids si lourd, pratique et symbolique, mais cependant, comment ne pas se rappeler la situation sociale des suppliciés de Bentaha, Raïs, Ramka, et autres lieux qui ont donné à notre géographie les couleurs sinistres des massacres ? Comment ne pas se rappeler toutes ces filles des quartiers populaires et des zones rurales ou suburbaines enlevées, violées, tuées ou relâchées et comment ne pas imaginer leurs indicibles souffrances ?

Mais n'est-ce pas une réaction sentimentale, de personnes qui ne comprennent pas que la politique se fasse en dehors de l'éthique et de la morale, en dehors du sens de la justice ? Oui, théoriquement, je sais bien que la politique n'a rien à voir avec l'éthique et surtout n'a rien à en faire. Théoriquement, mais subjectivement aucune politique, pour moi, ne mérite d'infliger de telles souffrances humaines. Et d'écouter des hommes politiques responsables directs ou indirects de ce martyrologue passer dessus comme si de rien n'était un goût de cendre me vient à la bouche. A la limite, je me moque des raisons qui nous ont ramenés à cela, seul me reste le sentiment d'une deuxième mort des victimes et d'une immense défaite de la justice.

Pour le reste, faites-moi confiance ! Si nous en sommes revenus là, c'est que les facteurs politiques et les orientations lourdes du pouvoir, etc. sont restés les mêmes que dans ces années 1980 qui ont préparé les années 1990. Le pouvoir a corrigé les effets mais pas les causes. Élémentaire, mais quelles sont les causes ?

M. B.

## DES MAIRES PROMUS... WALIS !

Selon des sources proches du ministère de l'Intérieur, une liste de futurs walis délégués a été ficelée par les services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Nos sources précisent que parmi les personnalités choisies à cet effet, figurent des maires actuellement en exercice, sans donner, toutefois, de détails sur les critères qui ont motivé ce choix qui sera effectif après le mois de Ramadhan.



### Glouglou !

Un nouveau ministre vient de faire son entrée au sein du gouvernement. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre hier El Hachemi Djaâboub qui qualifie son collègue Smaïl Mimoun de "ministre des poissons".

Ce lapsus, à propos du ministre de la Pêche, a fait rire bon nombre de cadres du ministère du Commerce.

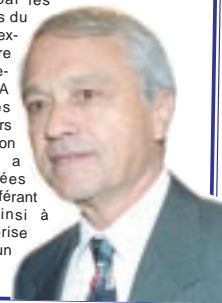


### Le mécène est de retour

L'unique député indépendant de la capitale a repris du service. Cet homme d'affaires, qui a été l'un des principaux financiers du FIS, a remis son argent au service des "cadres" du parti dissous. Ainsi, Rabah Kebir bénéficie depuis son arrivée à Alger d'une prise en charge totale. Et c'est également ce parlementaire qui a fourni aide et assistance au terroriste Madani Mezrag lors de son installation à Alger.

### La circulaire de Khelil

Une circulaire du ministre de l'Energie serait à l'origine du blocage des négociations entre les syndicalistes de la fédération du pétrole et les représentants du ministère de l'Energie. Selon des sources proches du dossier, la demande d'augmentation de 25% des salaires pour les travailleurs du secteur sur la base d'un salaire minimum d'activité (SMA) a été rejetée par les représentants du ministère, prétextant la circulaire de Chakib Khelil. Or, le SMA validé par les deux parties lors d'une convention signée il y a quelques années constitue un référentiel et permet ainsi à chaque entreprise de se situer à un taux fixe.



### Coup de force au FLN

Amar Saïdani vient d'opérer un véritable coup de force au sein du FLN en s'adjudgeant le contrôle de l'opération de "restructuration" des instances du parti dans... 33 wilayas du pays, a-t-on appris de sources proches de ce parti. Les 15 wilayas restantes ont échoué à un certain Amar Tou, ajoutent nos sources en précisant que ce coup de force — auquel Belkhadem se dit incapable de faire face — risque de mettre le feu aux poudres au sein du FLN. D'autant, explique-t-on, que l'objectif premier de cette opération est le "contrôle" des listes de candidatures du parti pour les prochaines législatives.



MAIGRÉ LES REGRETS DU VATICAN  
LES MUSULMANS SE MEFFENT TOUJOURS DE BENOIT XVI

